

dans la liste que le parti travailliste avait soumise. Voici la réponse obtenue:

Il n'y a pas d'autres formes, il n'y a que le communisme. Toute autre chose qu'on désigne sous le nom de socialisme est soit une tromperie délibérée de la part des laquais de la bourgeoisie...

Et on fait allusion aux députés socialistes de Grande-Bretagne. Je continue:

...soit une illusion de la part de personnes ou de groupes qui hésitent à choisir entre le prolétariat et la bourgeoisie; qui hésitent entre une lutte désespérée et le rôle de valets d'une bourgeoisie expirante.

Or, monsieur l'Orateur, voter en faveur du sous-amendement aurait pour effet, comme je l'ai dit, de qualifier l'ONU d'agresseur.

Le communisme vise à dominer le monde. Les Russes eux-mêmes l'ont si souvent déclaré que nous sommes stupides de penser autrement. De l'aveu de tous, c'est l'Ouest qui court le plus grave danger. Je crois que cette opinion est juste. Après les longues guerres civiles auxquelles la Chine a été en proie et la guerre d'usure qu'elle a livrée contre le Japon, la Chine n'est pas en mesure de faire la guerre sur une bien grande échelle.

Si l'on cède devant l'agression et le recours à la force, ce sera non seulement une défaite militaire mais une défaite morale, dont les résultats peuvent être catastrophiques.

A l'heure qu'il est, 84 millions de Japonais observent avec inquiétude ce qui se passe. A moins que la Corée ne soit rétablie au moins dans la situation qu'elle occupait avant le 25 juin et n'obtienne, si possible, des compensations des Nord-Coréens, les Nations Unies ne peuvent accomplir leur tâche.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'aimerais vous signaler une dépêche parue dans un journal de Saint-Jean (Terre-Neuve) le 21 janvier. Je ne suis pas sûr que d'autres journaux l'aient publiée. Émanant de Berlin, elle était ainsi conçue:

Le cri de défi d'un Allemand de 18 ans qui aime mieux mourir que de se soumettre à la domination communiste a ému ses compatriotes des deux côtés du rideau de fer.

"J'aime mieux ma liberté que ma vie", s'est écrié Hermann Joseph Flade devant un tribunal communiste de la ville de Dresde, qui est sous la domination russe.

Voilà du courage, monsieur l'Orateur. Cet élan d'un Allemand, condamné mais courageux, n'est-il pas l'écho de nos sentiments à tous?

L'hon. C. G. Power (Québec-Sud): Un député a dit, au cours de ce débat, que la présente session de la Chambre des communes serait, selon lui, consacrée principalement à la discussion de la situation internationale. Il a raison jusqu'à un certain point, mais je crois opportun de lui signaler que de nom-

breuses questions importantes d'intérêt national devront être débattues et étudiées au cours de la présente session.

Si j'incline à donner raison, jusqu'à un certain point, à ce député, c'est qu'il est impossible de se faire une idée exacte de la situation générale dans laquelle se trouve actuellement le pays à moins de s'arrêter un peu aux relations qui existent entre nous et les Nations Unies et à la place que nous occupons sur la scène internationale.

Il y a tout juste un peu plus de 30 ans, je m'opposais, ici même, à ce que le Canada souscrivit au Pacte de la Société des Nations. Quelques années plus tard, en 1923, je présentais un projet de résolution dans lequel j'invitais le Canada à se retirer de la Société des Nations. Cependant, je ne puis prétendre avoir été assez prévoyant pour faire opposition à l'entrée du Canada dans l'Organisation des Nations Unies. C'est qu'à l'époque une vague d'idéalisme et d'enthousiasme pour la fraternité déferlait sur le monde et englobait le Canada lui-même. Je n'ai jamais posé au spécialiste des questions internationales et je ne connais des travaux des Nations Unies que ce que m'en apprennent les manchettes des journaux ou les radio-reporters, mais, à mon humble avis, quoi qu'on puisse dire en faveur de l'Organisation des Nations Unies,—et ses partisans et défenseurs peuvent en dire long et en ont dit long,—on ne peut plus prétendre qu'elle assure la paix dans le monde. On ne peut soutenir non plus que l'Organisation peut, en soi, prévenir l'agression de la part d'une grande Puissance ou de ses satellites.

En vue de nous efforcer de nous assurer à nous-mêmes une paix plutôt incertaine, nous sommes peut-être contraints non pas de faire abstraction de l'ONU, mais au moins de la délaissier en faveur du Traité de l'Atlantique. Qu'il me soit permis d'affirmer au début de mes observations sur ce sujet, que je suis en faveur du Traité de l'Atlantique, mais je tiens à ajouter qu'en mettant à peu près toute notre foi et notre confiance en ce qu'on peut accomplir grâce à ce traité, nous revenons à une idée qui a été condamnée et méprisée par le passé, c'est-à-dire la politique de la force.

Je vois peu de différence et même pas du tout entre l'état du monde aujourd'hui et l'état où il se trouvait juste avant et pendant la guerre de sept ans, les guerres napoléoniennes et la première Grande Guerre. Aujourd'hui comme en ces temps-là, les nations, désireuses de préserver leur autonomie et leur liberté contre les empiétements des tyrans,—monarques ou dictateurs,—avaient été contraintes de s'unir, de former des coalitions et, aujourd'hui comme en ces temps-là,